

Les évaluations nationales à l'école: pour aider les élèves ou pour noter les profs?

Paris, 4 sept. 2018 (AFP) -

C'est l'une des nouveautés de la rentrée : l'évaluation de tous les élèves de plusieurs niveaux, une, voire deux fois par an. Un dispositif qui vise à aider les élèves, selon le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, mais qui laisse les enseignants dubitatifs.

- Où, quand ? Les élèves de CP passeront des tests de français (deux séances de 20 mn) et de mathématiques (une séance de 20 mn) dans la deuxième moitié de septembre puis en début d'année calendaire, afin de donner "des indications claires au professeur" sur les acquis, notamment en fluidité de lecture, selon le ministère. Même dispositif pour tous les élèves de CE1, mais avec des tests seulement en septembre. Dans la plupart des établissements, les élèves répondront sur un cahier.

Tous les élèves de classe de sixième passeront des évaluations en ligne, en octobre.

Pour ces écoliers et ces collégiens, les parents bénéficieront d'"un retour individualisé" de la part des professeurs.

Les lycéens de seconde passeront eux "un test de positionnement", avec deux séances de 50 min, fin septembre.

Les tests (l'un de français, l'autre de mathématiques) se dérouleront sur tablettes.

- Comment ? Les tests sont conçus par plusieurs organismes du ministère.

Pour les évaluations en école élémentaire, les enseignants saisiront les réponses des élèves sur un portail en ligne, indique le Snuipp-FSU, premier syndicat des professeurs des écoles. L'interprétation des réponses ne sera pas menée localement, mais de manière automatisée et centralisée par un logiciel. Le maître recevra ensuite le profil de chaque élève (acquis et besoins) et celui de sa classe, le directeur le profil de son établissement et l'inspecteur d'académie celui des écoles de sa circonscription.

- Est-ce nouveau ? Jean-Michel Blanquer avait instauré des évaluations en début de CP et de sixième, "moments clé" du parcours scolaire, dès la rentrée 2017. Des tests pour les CP "sortis du chapeau, conçus à la va-vite et loin d'être mis en place dans toutes les écoles", selon Xavier Suelvès, du syndicat SE-Unsa.

Xavier Darcos, ministre de l'Education sous Nicolas Sarkozy, avait introduit des évaluations nationales pour les élèves de CE1 et CM2 à partir de 2009. Un dispositif abandonné en 2013 par Vincent Peillon, sous François Hollande, qui critiquait leur fiabilité.

- Les objectifs, selon le ministre ? Ces évaluations sont conçues "pour aider les élèves", a déclaré Jean-Michel Blanquer lors de sa conférence de rentrée et au fil des entretiens donnés à la presse. Elles permettront à l'enseignant d'identifier les acquis et les faiblesses de chacun de ses élèves et d'adapter son enseignement, voire, pour les plus grands, de planifier les deux heures d'accompagnement personnalisé hebdomadaires en fonction des besoins du collégien.

Toutes les données, anonymisées, seront collectées par la Depp, l'agence de statistiques du ministère, pour fournir "des indications objectives" permettant d'"éclairer la politique éducative du ministère".

Ces évaluations "ne se transformeront pas en évaluation des professeurs et des établissements", assure le ministre.

Qui a annoncé la création d'une instance d'évaluation des établissements en 2019. M. Blanquer ne sait pas encore si les résultats de cette instance seront communiqués au public.

- Les craintes des syndicats d'enseignants ? Les principaux syndicats d'enseignants s'irritent de cette vague d'évaluations. Le Sgen-CFDT évoque une "évaluationnite" rue de Grenelle et se demande à quoi servent, in fine, les bulletins scolaires trimestriels. Le SE-Unsa rappelle que les instits identifient forces et faiblesses de leurs petits élèves tout au long de la journée de classe.

Valérie Sipahimalani, du Snes-Fsu, craint une dérive vers un enseignement qui n'a pour but que de répondre aux examens ("teaching to the test" dénoncé par plusieurs experts dans les pays anglo-saxons) et non d'améliorer les connaissances des élèves et de leur apprendre à réfléchir.

Mais surtout, les syndicats s'interrogent sur la finalité de ces évaluations. Pour le bien des élèves ? Ils dénoncent l'absence d'outils fournis aux professeurs pour remédier aux difficultés et rappellent que la formation continue



PAYS :France
SURFACE :102 %
PERIODICITE :Quotidien



► 4 septembre 2018 - Edition Fil Gen

reste inadaptée aux besoins. Ils y voient plutôt une évaluation du système éducatif, des professeurs et des établissements.
fmp/ito/spe/phc

Afp le 04 sept. 18 à 14 57.